

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1717

[2005/201867]

30 JUIN 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2002 portant exécution de l'article 143 du Code wallon du Logement dans le cadre des opérations de fusion ou de restructuration approuvées par le Gouvernement wallon en sa séance du 18 octobre 2001, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement, notamment les articles 126, 138, 143 et 145 dudit Code;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 juin 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 juin 2005;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement, donné le 13 décembre 2004 et le 30 mai 2005;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les sociétés de logements de service public ont été informées par la Société wallonne du Logement des modalités précises d'organisation de transfert de personnel entre sociétés et de la constitution d'une base de données internes au secteur au travers de diverses circulaires;

Considérant que le conseil d'administration de la Société wallonne du Logement a décidé d'effectuer, pour le 31 décembre 2004 au plus tard, les prélèvements de cotisations auprès des sociétés de logement de service public, pour les années 2002, 2003 et 2004, afin d'alimenter le fonds de compensation;

Considérant que la Société wallonne du Logement doit procéder à la distribution, en 2005, des montants d'indemnisation pour les années 2002, 2003 et 2004;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'article premier de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2002 portant exécution de l'article 143 du Code wallon du Logement dans le cadre des opérations de fusion ou de restructuration approuvées par le Gouvernement wallon en sa séance du 18 octobre 2001, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003, est complété par la disposition suivante :

"5^o la société assimilée : une société concernée par les fusions ou restructurations volontaires, visées à l'article 140 du Code wallon du Logement, intervenues après le 1^{er} janvier 2000 mais avant le plan global de fusion adopté le 18 octobre 2001;"

§ 2. Au même article, les alinéas 5^o, 6^o, 7^o en deviennent 6^o, 7^o, 8^o.

Art. 2. § 1^{er}. A l'article 3, 1^o, b), deuxième alinéa, du même arrêté, les mots "concernées par une opération de restructuration" sont remplacés par les mots "concernées ou non par une opération de restructuration".

§ 2. L'article 3, 1^o, du même arrêté, est complété par la disposition suivante :

"h) soit être une société visée à l'article 3, 1^o, b), mais qui a engagé, dans des limites identiques, un nombre d'équivalents temps plein qui ne sont pas issus d'une ou plusieurs autres sociétés de logement."

§ 3. L'article 3, 5^o du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"5^o viser le formulaire d'octroi de l'indemnisation transmis par la Société wallonne".

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"Cette même disposition est applicable aux sociétés assimilées".

Art. 4. L'article 5, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1^{er} Dans les cas visés à l'article 3, 1^o, b), c) et h), les modalités d'octroi de l'indemnisation, dans la limite des disponibilités du fonds de compensation, sont les suivantes :

1^o Les sociétés visées à l'article 3, 1^o, b) et c), sont d'abord indemnisées pour les transferts de personnel effectués avant le 31 mars 2005. Dans ces cas, le montant alloué annuellement à une de ces sociétés est égal au montant résultant de l'application de la formule suivante :

Montant alloué = X * 40.000 euros

Où X représente le nombre d'équivalents temps plein concernés, tel qu'il est déterminé à l'article 3, 1^o, b) et c), selon le cas.

En tous les cas, le nombre d'équivalents temps plein effectivement pris en compte est arrondi au centième inférieur ou au centième supérieur selon que le chiffre des millièmes est inférieur ou non à cinq.

2^o Le montant alloué annuellement à une société visée à l'article 3, 1^o, c), pour ce qui concerne le personnel non transféré à la date du 31 mars 2005, est égal au montant résultant de l'application de la formule suivante :

Montant alloué = X * 31.352,82 euros

Où X représente le nombre d'équivalents temps plein concernés, tel qu'il est déterminé à l'article 3, 1^o, c).

En tous cas, le nombre d'équivalents temps plein effectivement pris en compte est arrondi au centième inférieur ou au centième supérieur selon que le chiffre des millièmes est inférieur ou non à cinq.

3° Le montant alloué annuellement à une société visée à l'article 3, 1°, *h*), pour ce qui concerne le personnel engagé avant le 31 mars 2005, est égal au montant résultant de l'application de la formule suivante :

Montant alloué = X * 31.352,82 euros

Où X représente le nombre d'équivalents temps plein concernés, qui ne sont pas issus d'une ou plusieurs autres sociétés de logement, tel qu'il est déterminé à l'article 3, 1°, *b*).

En tous les cas, le nombre d'équivalents temps plein concernés effectivement pris en compte est arrondi au centième inférieur ou au centième supérieur selon que le chiffre des millièmes est inférieur ou non à cinq.

4° Les avoirs en compte spécial visés à l'article 2 sont répartis entre les sociétés au titre d'indemnisation, dans les limites des disponibilités, annuellement, pendant un maximum de trois années.

§ 2. La Société wallonne est chargée de calculer la répartition des avoirs en compte spécial, dans la limite des disponibilités du fonds de compensation, visés à l'article 2."

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 juin 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1717

[2005/201867]

30. JUNI 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. März 2002 zur Durchführung von Artikel 143 des Wallonischen Wohngesetzbuches im Rahmen der von der Regierung in ihrer Sitzung vom 18. Oktober 2001 genehmigten Fusions- oder Umstrukturierungsmaßnahmen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikels 126, 138, 143 und 145 des besagten Gesetzbuches;

Aufgrund des am 24. Juni 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. Juni 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 13. Dezember 2004 und am 30. Mai 2005 abgegebenen Gutachtens der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft);

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes durch die "Société wallonne du Logement" über die genauen Modalitäten für die Organisation der Personalübernahme zwischen den Gesellschaften und die Erstellung einer internen Datenbank für den Sektor durch verschiedene Rundschreiben informiert worden sind;

In der Erwägung, dass der Verwaltungsrat der "Société wallonne du Logement" beschlossen hat, spätestens bis zum 31. Dezember 2004 die Beiträge bei den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für die Jahre 2002, 2003 und 2004 zu erheben, um den Ausgleichsfonds zu speisen;

In der Erwägung, dass die "Société wallonne du Logement" 2005 die Entschädigungsbeträge für die Jahre 2002, 2003 und 2004 verteilen muss;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. März 2002 zur Durchführung von Artikel 143 des Wallonischen Wohngesetzbuches im Rahmen der von der Regierung in ihrer Sitzung vom 18. Oktober 2001 genehmigten Fusions- oder Umstrukturierungsmaßnahmen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003, wird durch die folgende Bestimmung ergänzt:

"5° die gleichgestellte Gesellschaft: eine Gesellschaft, die durch die in Artikel 140 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten, nach dem 1. Januar 2000 aber vor dem am 18. Oktober 2001 angenommenen Globalfusionsplan stattgefundenen freiwilligen Fusionen oder Umstrukturierungen betroffen ist;"

§ 2 - Inselben Artikel werden die Absätze 5°, 6°, 7° die Absätze 6°, 7°, 8°.

Art. 2 - § 1 - In Artikel 3 1°, *b*), Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "von einer Umstrukturierungsmaßnahme betroffener Wohnungsbaugesellschaften" durch die Wörter "von einer Umstrukturierungsmaßnahme betroffener oder nicht betroffener Wohnungsbaugesellschaften" ersetzt.

§ 2 - Artikel 3, 1° desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

"*h*) oder eine in Artikel 3, 1°, *b*) erwähnte Gesellschaft sein, die aber innerhalb der gleichen Begrenzungen eine Anzahl Vollzeiteneinheiten angestellt hat, die nicht aus einer oder mehreren anderen Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes stammen."

§ 3 - Artikel 3, 5° desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"5° das von der "Société wallonne du Logement" übermittelte Formular zur Erteilung der Entschädigung mit einem Sichtvermerk versehen".

Art. 3 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

"Diese Bestimmung findet Anwendung auf die gleichgestellten Gesellschaften".

Art. 4 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1 - In den in Artikel 3, 1°, b), c) und h) erwähnten Fällen sind die Modalitäten für die Erteilung der Entschädigung innerhalb der verfügbaren Geldmittel des Ausgleichsfonds die Folgenden:

1° die in Artikel 3, 1°, b) und c) erwähnten Gesellschaften werden zuerst für die Personalübernahmen entschädigt, die vor dem 31. März 2005 stattgefunden haben. In diesen Fällen entspricht der jährlich einer dieser Gesellschaften zugeteilte Betrag dem Betrag, der sich aus der Anwendung der folgenden Formel ergibt:

Zugeteilter Betrag = $X * 40.000$ Euro

wo X der Anzahl der betroffenen Vollzeiteneinheiten entspricht, so wie sie je nach Fall in Artikel 3 1°, b) und c) bestimmt worden ist.

Auf jeden Fall wird die tatsächlich berücksichtigte Anzahl der betroffenen Vollzeiteneinheiten auf das nächste Hundertstel ab- bzw. aufgerundet, je nachdem die Tausendstelstelle unter fünf liegt oder nicht.

2° Der einer in Artikel 3 1°, c) erwähnten Gesellschaft zugeteilte Betrag für das, was das am 31. März 2005 nicht übernommene Personal betrifft, entspricht dem Betrag, der sich aus der Anwendung der folgenden Formel ergibt:

Zugeteilter Betrag = $X * 31.352,82$ Euro

wo X der Anzahl der betroffenen Vollzeiteneinheiten entspricht, so wie sie in Artikel 3 1°, c) bestimmt worden ist.

Auf jeden Fall wird die tatsächlich berücksichtigte Anzahl der betroffenen Vollzeiteneinheiten auf das nächste Hundertstel ab- bzw. aufgerundet, je nachdem die Tausendstelstelle unter fünf liegt oder nicht.

3° Der einer in Artikel 3 1°, h) erwähnten Gesellschaft zugeteilte Betrag für das, was das vor dem 31. März 2005 angestellte Personal betrifft, entspricht dem Betrag, der sich aus der Anwendung der folgenden Formel ergibt:

Zugeteilter Betrag = $X * 31.352,82$ Euro

wo X der Anzahl der betroffenen Vollzeiteneinheiten entspricht, die nicht aus einer oder mehreren anderen Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes stammen, so wie sie in Artikel 3 1°, b) bestimmt worden ist.

Auf jeden Fall wird die tatsächlich berücksichtigte Anzahl der betroffenen Vollzeiteneinheiten auf das nächste Hundertstel ab- bzw. aufgerundet, je nachdem die Tausendstelstelle unter fünf liegt oder nicht.

4° Das Guthaben auf dem in Artikel 2 erwähnten Sonderkonto wird jährlich innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Mittel während höchstens 3 Jahren unter die Wohnungsbaugesellschaften als Entschädigung verteilt.

§ 2 - Die "Société wallonne du Logement" wird damit beauftragt, die Verteilung des in Artikel 2 erwähnten auf dem Sonderkonto vorhandenen Guthabens innerhalb der verfügbaren Geldmittel des Ausgleichsfonds zu berechnen.

Art. 5. Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 6. Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. Juni 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1717

[2005/201867]

30 JUNI 2005. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2002 tot uitvoering van artikel 143 van de Waalse Huisvestingscode in het kader van de fusie- of herstructureringsverrichtingen die door de Waalse Regering tijdens de vergadering van 18 oktober 2001 werden goedgekeurd, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 126, 138, 143 en 145 van bedoeld Wetboek;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 juni 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 juni 2005;

Gelet op het advies van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij), gegeven op 13 december 2004 en 30 mei 2005;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de openbare huisvestingsmaatschappijen zijn ingelicht door de "Société wallonne du Logement" over de juiste wijze waarop het personeel tussen maatschappijen overgeheveld wordt en een sectorinterne gegevensbank via verschillende rondzendbrieven samengesteld wordt;

Overwegende dat de raad van bestuur van de "Société wallonne du Logement" beslist heeft om tegen uiterlijk 31 december 2004 de bijdragen te heffen bij de openbare huisvestingsmaatschappijen voor de jaren 2002, 2003 en 2004 om het compensatiefonds te stijven;

Overwegende dat de "Société wallonne du Logement" in 2005 de verdeling van de vergoedingsbedragen uit moet voeren voor de jaren 2002, 2003 en 2004;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Artikel één van het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2002 tot uitvoering van artikel 143 van de Waalse Huisvestingscode in het kader van de fusie- of herstructureringsverrichtingen die door de Waalse Regering tijdens de vergadering van 18 oktober 2001 werden goedgekeurd, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003, wordt aangevuld door volgende bepaling :

“5° gelijkgestelde maatschappij : een maatschappij betrokken bij de vrijwillige fusies of herstructureringen bedoeld in artikel 140 van de Waalse Huisvestingscode die tot stand kwamen na 1 januari 2000 maar vóór het globaal fusieplan goedgekeurd op 18 oktober 2001;”

§ 2. In hetzelfde artikel worden leden 5°, 6°, 7° leden 6°, 7°, 8°.

Art. 2. § 1^{er}. In artikel 3, 1°, *b*), lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden “die een herstructureringsverrichting ondergingen” vervangen door de woorden “die al dan niet een herstructureringsverrichting ondergingen”.

§ 2. Artikel 3, 1°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende bepaling :

“*h*) ofwel een maatschappij zijn zoals bedoeld in artikel 3, 1°, *b*), maar die binnen dezelfde perken eenzelfde aantal voltijds equivalenten in dienst heeft genomen die niet afkomstig zijn van één of meerdere huisvestingsmaatschappijen. »

§ 3. Artikel 3, 5°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende bepaling :

“5° het formulier tot toekenning van de vergoeding overgemaakt door de « Société wallonne » van een visum voorzien”.

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende bepaling :

“Diezelfde bepaling geldt voor de gelijkgestelde maatschappijen”.

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

“§ 1. In de gevallen bedoeld in artikel 3, 1°, *b*), *c*) en *h*) zijn de modaliteiten voor de toekenning van de vergoeding binnen de perken van de beschikbare middelen van het compensatiefonds de volgende :

1° De maatschappijen bedoeld in artikel 3, 1°, *b*) en *c*), worden eerst vergoed voor de personeelsoverhevelingen die doorgevoerd zijn vóór 31 maart 2005. In die gevallen is het bedrag dat jaarlijks toegekend wordt aan één van die maatschappijen gelijk aan het bedrag voortvloeiende uit de toepassing van de volgende formule :

Toegekend bedrag = X * 40.000 euro

Waarbij X het aantal betrokken voltijds equivalenten vertegenwoordigt zoals het bepaald is in artikel 3, 1°, *b*) en *c*), al naar gelang.

In ieder geval wordt het aantal voltijds equivalenten dat daadwerkelijk in rekening genomen wordt naar het lagere of hogere honderdtal afgerond al naar gelang het cijfer van de duizendtallen al dan niet kleiner is dan vijf.

2° Het bedrag dat jaarlijks toegekend wordt aan een maatschappij zoals bedoeld in artikel 3, 1°, *c*), voor wat betreft het personeel dat niet is overgeheveld op datum van 31 maart 2005 is gelijk aan het bedrag voortvloeiend uit volgende formule :

Toegekend bedrag = X * 31.352,82 euro

Waarbij X het aantal betrokken voltijds equivalenten vertegenwoordigt zoals het bepaald is in artikel 3, 1°, *c*).

In ieder geval wordt het aantal voltijds equivalenten dat daadwerkelijk in rekening genomen wordt naar het lagere of hogere honderdtal afgerond al naar gelang het cijfer van de duizendtallen al dan niet kleiner is dan vijf.

3° Het bedrag dat jaarlijks toegekend wordt aan een maatschappij zoals bedoeld in artikel 3, 1°, *h*), voor wat betreft het personeel dat niet is overgeheveld op datum van 31 maart 2005 is gelijk aan het bedrag voortvloeiend uit volgende formule :

Toegekend bedrag = X * 31.352,82 euro

Waarbij X het aantal betrokken voltijds equivalenten vertegenwoordigt die niet afkomstig zijn van één of meerdere andere huisvestingsmaatschappijen zoals het bepaald is in artikel 3, 1°, *b*), al naar gelang.

In ieder geval wordt het aantal voltijds equivalenten dat daadwerkelijk in rekening genomen wordt naar het lagere of hogere honderdtal afgerond al naar gelang het cijfer van de duizendtallen al dan niet kleiner is dan vijf.

4° De activa op de bijzondere rekening bedoeld in artikel 2 worden jaarlijks tijdens een maximum van drie jaar tussen de maatschappijen verdeeld ten titel van vergoeding binnen de perken van de beschikbare middelen.

§ 2. De « Société wallonne » is belast met de berekening van de verdeling van de activa op de bijzondere rekening binnen de perken van de beschikbare middelen van het compensatiefonds bedoeld in artikel 2.”

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 6. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 juni 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE